



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Trente-neuvième session, Siège de la FAO

Rome (Italie), 27 juin-1^{er} juillet 2016

COMMUNICATION DE STDF

(Rapport sur ses activités intéressant le Codex)¹

1 INTRODUCTION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)² est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, les directives et les recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux afin de gagner et de maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, le Fonds sensibilise à l'importance du renforcement des capacités SPS, mobilise des ressources supplémentaires et renforce la collaboration entre les fournisseurs d'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent aussi activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) y participent également.

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités pertinentes du STDF en cours depuis la 38^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius en juillet 2015. Des renseignements sur l'état actuel des projets du STDF et des dons pour l'élaboration de projets (DEP) dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – dont plusieurs bénéficient de la participation et des orientations de la FAO et de l'OMS – figurent dans l'annexe. Les délégués du Codex qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sont invités à consulter le site Web du STDF et à s'abonner au bulletin d'information électronique du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

2 SÉMINAIRE SUR LA CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE DANS LE DOMAINE SPS – JUIN 2016

2.1. Le STDF organisera un séminaire sur la certification SPS électronique le mardi **28 juin 2016** au siège de l'OMC à Genève. L'objectif général du séminaire est d'échanger des renseignements et des données d'expérience concernant l'utilisation de la certification électronique dans le domaine SPS, d'identifier les principales difficultés et possibilités pour les pays en développement et d'envisager différents moyens de faciliter la transition des procédures utilisant des supports papier à des procédures commerciales SPS transfrontières automatisées. Ce sera notamment l'occasion de faire le point sur les travaux du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) dans le domaine de la certification dématérialisée.

2.2. La capacité d'accueil étant limitée, la participation au séminaire devra faire l'objet d'une inscription préalable. Les participants seront inscrits dans l'ordre des demandes, jusqu'à ce que la capacité maximale soit atteinte. Les inscriptions seront ouvertes jusqu'au 30 mai 2016. Pour vous inscrire et obtenir des renseignements supplémentaires sur le séminaire, veuillez consulter le site

¹ Ce document a été préparé par l'ISO et sous sa responsabilité.

² Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

Web du STDF.³ Un podcast complet du séminaire (comprenant des liens et des enregistrements vidéo des présentations des intervenants) sera publié sur le site Web du STDF après le séminaire.

3 MISE EN ŒUVRE DE MESURES SPS VISANT À FACILITER UN COMMERCE SÛR

3.1. Le STDF a publié le rapport sur une analyse consacrée par un consultant dans certains pays du Sud de l'Afrique (Afrique du Sud, Malawi et Zambie) à la façon dont les contrôles SPS sont mis en œuvre dans la pratique pour certains produits alimentaires et agricoles, sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord SPS (notamment l'article 8 et l'Annexe C relative aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation). Ces recherches ont permis de déterminer les besoins clés, les possibilités et les bonnes pratiques pour améliorer la mise en œuvre des mesures SPS de manière à faciliter un commerce sûr et à renforcer la protection sanitaire. Le rapport avance un certain nombre de recommandations propres à chaque pays, ainsi que plusieurs recommandations de portée générale pouvant présenter un intérêt pour d'autres pays intéressés par la facilitation d'échanges commerciaux respectant la sécurité sanitaire. On y recense les bonnes pratiques observées dans la mise en œuvre des mesures SPS (par exemple l'affichage en ligne des frais, des formulaires de demande et des droits, les paiements en ligne, etc.) ainsi que les améliorations possibles (par exemple une utilisation accrue de l'approche fondée sur les risques, une plus grande transparence quant aux règlements sanitaires et phytosanitaires, la simplification et la rationalisation des exigences en matière de documentation, le renforcement de la coordination interservices aux frontières, etc.).

3.2. Le rapport complète des travaux similaires financés par le STDF et menés en 2014 en Asie du Sud-Est (Cambodge, Philippines, République démocratique populaire lao et Thaïlande) et s'appuie sur ces travaux. À partir des deux rapports, le STDF a élaboré et publié une note d'information de deux pages qui présente les bonnes pratiques et résume les principales conclusions et recommandations. Cette note ainsi que les rapports et d'autres documents pertinents sont disponibles sur le site Web du STDF.⁴

3.3. Lors d'une séance plénière de haut niveau, coordonnée par le STDF à l'occasion du cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce (qui a eu lieu du 30 juin au 2 juillet 2015 sur le thème "Réduire les coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable"), les intervenants ont examiné comment conjuguer la facilitation des échanges et des contrôles SPS rigoureux, fondés sur la science et sur les risques. Cette séance a réuni des experts de différents domaines dont, en particulier, M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, Mme Monique Eloit, Directrice générale adjointe de l'OIE, et Mme Anabel González, Directrice principale, Pratiques mondiales en matière de commerce et compétitivité, au Groupe de la Banque mondiale. Des représentants des gouvernements et du secteur privé y ont également pris part. Des informations détaillées sur la séance, ainsi que le podcast complet, sont aussi disponibles sur le site Web du STDF.⁵

3.4. Enfin, le STDF a produit un court métrage intitulé "**Solutions pour la sécurité du commerce**", qui présente les moyens engagés par le Chili, le Pérou et la Colombie pour faciliter la circulation des marchandises aux frontières, tout en empêchant la dissémination de ravageurs ou de maladies chez les animaux et les végétaux, et pour garantir l'innocuité des produits alimentaires pour les consommateurs. Le film (et d'autres films précédents du STDF) peut être visionné sur le site Web du STDF.⁶ Le Fonds termine actuellement la production d'un autre court métrage intitulé "**Cacao: une chaîne de valeur sucrée**". Aujourd'hui, la chaîne de valeur du cacao est une interconnexion complexe de processus, lieux et personnes; les pays participant aux différentes étapes de cette chaîne de valeur doivent donc se conformer aux prescriptions SPS pour avoir accès aux marchés internationaux. Le film sera publié sur le site du STDF sous peu.

4 PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS

4.1. S'appuyant sur les travaux réalisés au cours des dernières années, le STDF a mis au point un guide de l'utilisateur intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS". Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans dix pays en développement (Belize, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Viet Nam et Zambie) qui diffèrent considérablement de par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, et de par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS.

³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/STDF-eCert-Seminaire>.

⁴ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/facilitation-du-commerce>.

⁵ Voir note de bas de page 2.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/video-gallery>.

Cette expérience a mis en lumière plusieurs avantages du cadre P-IMA consistant, par exemple, à faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, à mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, à éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, à soutenir l'élaboration de projets et à mobiliser des fonds additionnels. Le nouveau guide de l'utilisateur P-IMA ainsi qu'une brève note de synthèse du STDF consacrée au cadre P-IMA sont disponibles sur le site Web du Fonds.⁷

5 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

5.1. Les Secrétariats du STDF et du Cadre intégré renforcé (CIR)⁸ ont entrepris une étude conjointe pour analyser la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC)⁹ du CIR et définir les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Cette étude présente les bonnes pratiques et comprend plusieurs recommandations pratiques et stratégiques pour améliorer l'analyse des questions SPS dans le processus EDIC, renforcer la capacité à mettre en œuvre des actions SPS et encourager les synergies entre les processus relevant du CIR et du STDF. Il y est notamment recommandé de mieux utiliser les évaluations pertinentes dans le domaine SPS, y compris les outils d'évaluation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et d'envisager des moyens de faire participer des organisations internationales menant des activités de renforcement des capacités dans le domaine SPS (comme la FAO) aux processus du CIR. Une note d'information CIR/STDF présentant la portée de ces travaux conjoints et les constatations et recommandations en résultant peut être consultée sur le site Web du STDF.¹⁰ L'étude sera publiée sous peu sur le site Web du STDF.

6 ÉLABORATION DES PROJETS

6.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux requérants sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP, pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU, sont disponibles pour aider les requérants à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (en ce qui concerne les coûts et les avantages); et/ou iii) élaboration de propositions de projets en vue de leur financement par des donateurs ou par le STDF. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **74 DEP** au total.

7 FINANCEMENT DES PROJETS

7.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'une manière favorable les projets consacrés: i) à l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) au recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) à la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs existants.

7.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de la réalisation de **75 projets** au total. Les figures 1 et 2 ci-dessous montrent que 38% des projets du STDF et des DEP se concentrent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 39% des ressources totales du STDF consacrées au financement de projets et de DEP. Dans la pratique, certains projets classés dans la catégorie "Mesures SPS en général" ou "sécurité sanitaire des produits alimentaires" portent également sur des questions de santé animale, de sorte qu'il est probable que le montant du financement du STDF alloué à ce domaine soit légèrement plus élevé.

⁷ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/priorit%C3%A9s-P-IMA>.

⁸ Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://www.enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

⁹ L'EDIC est une pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités en vue d'accroître les exportations des PMA.

¹⁰ Voir: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_no12_FR.pdf.

Figure 1

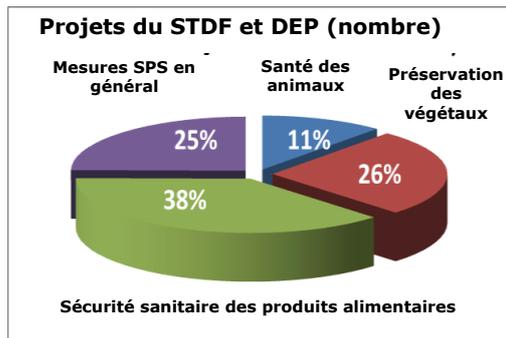
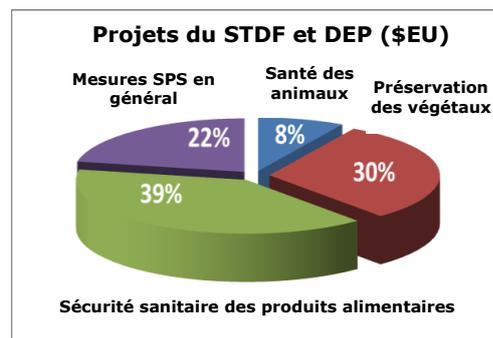


Figure 2



7.3. Les services vétérinaires nationaux sont vivement encouragés à présenter des demandes de DEP et de financement de projets. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **19 juillet 2016**.

7.4. On trouvera dans l'annexe des exemples de projets du STDF concernant la santé animale en cours de réalisation. Des renseignements plus détaillés sur le STDF, ses activités, les formulaires de demande, les critères d'admissibilité, ainsi que des informations sur les projets, peuvent être consultés sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement par le STDF de projets ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et aux projets <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez (STDFSecretariat@wto.org) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature (<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>) et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

**Annexe: Aperçu des projets du STDF en cours et des DEP
liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires**

Titre du projet	Page Web
Stratégie visant à renforcer le système SPS aux <u>Comores</u> (STDF/PG/242)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-242
Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne (STDF/PG/303)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-303
Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du <u>Bangladesh</u> (STDF/PG/321)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-321
Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN (STDF/PG/337)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-377
Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à <u>Sri Lanka</u> (STDF/PG/343)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-343
Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en <u>Amérique centrale</u> et en <u>République dominicaine</u> (STDF/PG/344)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-344
Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en <u>Amérique latine</u> et dans les <u>Caraïbes</u> (STDF/PG/345)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-345
Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du <u>COMESA</u> (STDF/PG/346)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-346
Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique (STDF/PG/359)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-359
CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en <u>Asie du Sud-Est</u> (STDF/PG/381)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-381
Renforcement de la capacité régionale de l' <u>Amérique latine</u> de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides (STDF/PG/436)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-436
Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et du respect des mesures SPS pour accroître les recettes d'exportation dans la chaîne de valeur des graines oléagineuses au <u>Myanmar</u> (STDF/PG/486)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-486
Assistance technique dans le domaine SPS et en ce qui concerne les chaînes de valeur, pour améliorer l'accès aux marchés des petites entreprises de pêche et des pêcheurs artisanaux en <u>Afrique de l'Ouest</u> (STDF/PG/489)	http://www.standardsfacility.org/PG-489
Traçabilité de la filière du miel au <u>Guatemala</u> (STDF/PG/515)	Page Web en construction

Titre du DEP	Page Web
Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au <u>Togo</u> (STDF/PPG/375)	Page Web en construction
Intégration des questions SPS en <u>Sierra Leone</u> : une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF/PPG/392)	http://www.standardsfacility.org/PPG-392
Gestion de l'aflatoxine dans le piment au <u>Pakistan</u> (STDF/PPG/431)	http://www.standardsfacility.org/PPG-431
Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au <u>Soudan</u> en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux (STDF/PPG/435)	http://www.standardsfacility.org/PPG-435
Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du <u>Tadjikistan</u> (STDF/PPG/447)	http://www.standardsfacility.org/PPG-447
Renforcement des capacités et partage de connaissances pour résoudre les problèmes SPS dans le secteur des épices en <u>Inde</u> (STDF/PPG/517)	Page Web en construction
Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF/PPG/535)	Page Web en construction
Élaboration d'un projet de système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires SPS au <u>Guatemala</u> (STDF/PPG/539)	Page Web en construction
Formation de producteurs de café et de cacao modèles en <u>Papouasie-Nouvelle-Guinée</u> en vue de l'adoption des bonnes pratiques agricoles et du respect des prescriptions SPS, afin de stimuler le commerce (STDF/PPG/553)	Page Web en construction